

que la France avait eu à soutenir pour garder pied au Canada, avaient fait de ce dernier pays une colonie militaire autant qu'agricole. Les habitants, toujours près d'être appelés sous les armes, soit pour défendre le sol, soit pour faire partie d'expéditions lointaines, étaient souvent obligés d'abandonner à leurs enfants le soin de la culture des terres. A peine ceux-ci avaient-ils grandi dans les labeurs des champs, que, la plupart du temps, ils étaient convoqués à leur tour pour le service de l'Etat.

L'éducation des filles avait été de tout temps entre les mains des communautés religieuses. Les ursulines, les hospitalières de l'Hôpital-Général et les dames de la Congrégation avaient des établissements à Québec; les ursulines en avaient un autre aux Trois-Rivières; à Montréal, les dames de la Congrégation s'étaient dévouées à l'enseignement depuis la fondation de la ville, et avaient établi des couvents dans une dizaine de paroisses rurales.

Telles étaient à peu près les sources intellectuelles que présentait le Canada au lendemain de la Conquête; elles étaient dues presque entièrement au clergé et aux communautés religieuses.

L'Angleterre le comprit bien tout d'abord; aussi chercha-t-elle à les tarir à la fois en tarissant la source même du clergé. Mgr de Pontbriand, évêque de Québec, étant mort l'année qui suivit la prise de cette ville, elle apporta toute espèce d'obstacles et de délais à la nomination de son successeur. On peut dire, sans rien exagérer, que le plus grand ennemi de l'éducation au Canada, depuis la Conquête jusqu'à la veille de l'Union, ce fut l'Angleterre. Elle commença par supprimer le collège des jésuites, et si elle ne supprima point également le séminaire de Montréal, c'est que les événements ne lui permirent pas d'exécuter ce dessein. On sait quelle part du revenu public elle employa à fonder et entretenir le fameux Institut royal, qu'elle avait imaginé pour *protestantiser* les Canadiens. L'opposition qu'il fallut faire à cette perfide organisation, qui nous entourait de dangers d'autant plus à craindre qu'ils étaient plus dissimulés, et qui disposait des fonds publics et de toute l'influence du pouvoir, paralysa, pendant plusieurs années, une partie de nos efforts pour répandre l'éducation française. Cette opposition a servi de prétexte aux calomnies dont M. Dent se fait aujourd'hui l'écho. Que serait-il arrivé, cependant, si nous avions prêté l'oreille aux suggestions qui nous furent faites? si nous avions fléchi devant les menaces et le déni de justice? si, de guerre lasse, nous eussions renié notre religion et notre nationalité? L'Angleterre aurait-elle pu résister aux deux invasions américaines de 1775 et de 1812? Quelles raisons aurions-nous eues de nous battre contre nos voisins? Nos intérêts n'eussent-ils pas été les mêmes? Si la religion et la nationalité n'avaient pas élevé une barrière entre nous et les Américains, il y a plus d'un siècle que l'Angleterre aurait perdu le Canada; et cette perte aurait entraîné probablement celle de toute l'Amérique britannique. Aujourd'hui la république américaine compterait quelques Etats de plus, et n'aurait d'autre limite du côté du nord que la mer Glaciale. Pour nous, nous serions noyés dans l'immense flot humain qui inonde les Etats-Unis; nous aurions perdu notre caractère national, c'est-à-dire notre force et notre originalité, et nous serions montrés du doigt comme un peuple d'apostats. L'Angleterre elle-même serait la première à nous reprocher notre trahison.

Au lieu de cela, nous sommes restés un peuple pur d'alliage, homogène, vaillant et prospère. Les deux premières nations du monde, la France et l'Angleterre, sont fières de nous: la France, qui nous avait crus perdus, nous a retrouvés après un siècle, et nous a